



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 8 – 12 au 25 mai 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement a publié sa *National Semiconductor Strategy* et a signé un *Semiconductors Partnership* avec le Japon

Economie numérique et régulation

- Après l'autorisation de la fusion d'*Activision Blizzard* et de *Microsoft* par la Commission européenne, la *Competition and Markets Authority* défend sa décision de blocage de l'opération

Télécommunications et réseaux

- Les opérateurs de télécoms au R-U prévoient d'importantes suppressions d'emplois dans les années à venir

Données et intelligence artificielle

- Rishi Sunak souhaite que le R-U soit en tête des efforts pour limiter les dangers de l'IA et a appelé à l'adoption d'une approche commune par la communauté internationale
- Un think tank lié au parti travailliste plaide pour que Keir Starmer s'engage à créer et soutenir des entreprises publiques développant un modèle d'IA générative et un service de *cloud* souverain

Spatial

- Après les Etats-Unis, le R-U serait la deuxième place la plus attractive pour les investissements privés dans le secteur spatial

Ecosystème tech

- Les investissements directs étrangers dans le secteur numérique au R-U ont diminué de 23 % entre 2021 et 2022

Fait marquant: Le gouvernement a publié sa *National Semiconductor Strategy* et a signé un *Semiconductors Partnership* avec le Japon

Après plusieurs reports et deux ans d'attente, le gouvernement a publié sa [*National Semiconductor Strategy*](#), un plan sur vingt ans destiné à augmenter la résilience du R-U dans ce secteur. Le plan prévoit un financement du gouvernement d'1 Md£ sur dix ans à destination des producteurs britanniques de puces ainsi que des mesures pour protéger les chaînes d'approvisionnement et la technologie face aux risques pouvant affecter la sécurité nationale. Le financement d'1 Md£ visera à améliorer l'accès aux infrastructures, à stimuler la R&D, et à développer la coopération internationale avec des pays tels que les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé le même jour la signature avec le Japon d'un [*Semiconductors Partnership*](#) prévoyant une collaboration dans la R&D, des échanges de compétences et l'amélioration de la résilience de la chaîne d'approvisionnement – les deux pays avaient également conclu un [*Digital Partnership*](#) en décembre dernier. Dans sa communication, le gouvernement met en avant un soutien des principaux acteurs du secteur tels que *Arm* (l'une des principales entreprises britanniques de semi-conducteurs) et *TechUK* (l'association représentant les intérêts des entreprises technologiques au R-U). Cette position ne fait toutefois pas l'unanimité : l'opposition travailliste a [*dénoncé*](#) le manque d'ambition du plan et Amelia Armour de *Amadeus Capital Partners* – une société britannique de capital-risque qui investit dans les semi-conducteurs – a déclaré au [*Financial Times*](#) que les ambitions du gouvernement étaient « *insuffisantes* ». Elle estime que « *le niveau d'investissement annoncé (...) est décevant, surtout si l'on considère que le Royaume-Uni doit essayer de suivre le rythme des niveaux d'investissement annoncés dans le cadre des plans de l'UE et des États-Unis* ». Pour mémoire, en 2022, les Etats-Unis ont publié le *Chips and Science Act*, qui prévoit 52 Md\$ de subventions visant à inciter les entreprises à construire des usines de production de semi-conducteurs dans le pays, et l'Union européenne a prévu un paquet de 43 Md€ dans son *European Chips Act*. Selon le [*Financial Times*](#), les autorités britanniques estiment que son plan est proportionné car l'investissement nécessaire à la construction d'usines au R-U ne serait pas justifié par les bénéfices qui pourraient en être dégagés. La stratégie du gouvernement britannique consiste ainsi à se concentrer sur la production de semi-conducteurs composites (*compound semiconductors* - qui se composent de plusieurs couches de matériaux de différentes natures), pour lesquels les entreprises britanniques bénéficieraient d'un « *avantage stratégique* », et à conclure des alliances avec des alliés

internationaux pour développer la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Le gouvernement précise que la menace d'une détérioration des relations entre la Chine et Taiwan – qui produit plus de 60 % des puces dans le monde – a incité les gouvernements occidentaux à soutenir leurs industries nationales et à renforcer leurs partenariats avec les pays alliés.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Après l'autorisation de la fusion d'Activision Blizzard et de Microsoft par la Commission européenne, la Competition and Markets Authority défend sa décision de blocage de l'opération

Le 16 mai lors d'une [audition](#) devant le *Business and Trade Committee* de la *House of Commons*, Sarah Cardell, la présidente de la *Competition and Markets Authority* (CMA), et son vice-président, Marcus Bokkerink, ont défendu le blocage de la fusion entre *Microsoft* et *Activision Blizzard* alors que l'opération a été, postérieurement, [validée](#) par le régulateur de l'UE. L'autorité européenne est l'une des 37 autorités à avoir autorisé l'opération - dont la Chine – à l'exception des autorités américaine et britannique. Mme Cardell a déclaré aux députés que si la CMA et la Commission européenne partageaient l'analyse des inconvénients potentiels de l'accord sur le marché des jeux sur le *cloud*, elles avaient des vues différentes sur l'efficacité des mesures correctives proposées par *Microsoft* (*Microsoft* souhaite permettre de diffuser les jeux d'*Activision* sur des plateformes de jeux en nuage rivales pendant une période pouvant aller jusqu'à 10 ans). Le refus de cette opération avait suscité de vives critiques et Brad Smith le dirigeant de *Microsoft* avait qualifié le R-U « *d'environnement hostile à l'investissement* ». Les représentants de la CMA ont réfuté ces allégations et ont souligné la nécessité de maintenir « *un dialogue constructif avec l'industrie numérique* ». Interrogé par le [Financial Times](#), James Grove, juriste au sein du cabinet *Fieldfisher*, a déclaré que la décision de l'UE n'avait aucun effet sur l'opération au R-U et que « *pour que la fusion progresse à l'heure actuelle, il faudrait en quelque sorte qu'elle se fasse uniquement dans l'UE, en excluant les États-Unis et le Royaume-Uni, et il semble extrêmement improbable que cela soit commercialement viable* ». Le dirigeant d'*Activision* a déclaré que l'entreprise allait « *accroître de manière significative [ses] investissements et [sa] main d'œuvre dans l'ensemble de l'UE* ». Pour mémoire, les deux entreprises ont fait appel de la décision britannique (la juridiction d'appel est compétente pour l'examen des éléments de procédure et non de fond).

📡 Télécommunications et réseaux

1 Les opérateurs de télécoms au R-U prévoient d'importantes suppressions d'emplois dans les années à venir

Les groupes de télécommunications britanniques *British Telecom* (BT) et *Vodafone* ont annoncé d'importantes suppressions de postes dans les années à venir : 40 000 à 55 000 d'ici à 2030 pour *British Telecom* et 11 000 d'ici à 2026 pour *Vodafone*. Pour *British Telecom*, dont le premier actionnaire est l'homme d'affaires français Patrick Drahi, qui vient d'augmenter sa participation au capital de 18 à 24,5 % cela [correspond](#) à plus de 40 % de ses effectifs mondiaux (environ 130 000 personnes) et représente le plus important plan de départ depuis la privatisation de l'opérateur en 1981. Plutôt qu'une nécessité économique – la santé financière du groupe est bonne avec une marge brute d'exploitation de 39 % sur l'exercice 2022-2023 –, cette annonce correspond davantage à une réorientation stratégique du groupe. BT est fortement engagé dans les travaux de déploiement de la fibre optique et de la 5G au R-U, dont l'achèvement impliquera *de facto* une baisse des effectifs du groupe. Par ailleurs, selon Philip Jansen, directeur général de BT, l'introduction de l'intelligence artificielle dans l'ensemble des activités du groupe pourrait entraîner la suppression d'environ 10 000 postes. Selon le [Guardian](#), les suppressions d'emplois devraient être mondiales bien qu'une « grande partie » affectera le R-U. La situation de *Vodafone* est différente, sa nouvelle directrice générale Margherita Della Valle, ayant averti que [le groupe de télécommunications devait « changer »](#) pour mettre fin à une période marquée par de mauvaises performances et par l'effondrement du cours de son action.

🌐 Données et intelligence artificielle

1 Rishi Sunak souhaite que le R-U soit en tête des efforts pour limiter les dangers de l'IA et a appelé à l'adoption d'une approche commune par la communauté internationale

Lors d'une interview donnée dans l'avion le menant au sommet du G7 à Hiroshima, le Premier ministre britannique a déclaré que le R-U serait en tête des efforts pour proposer des « gardes fous » afin de limiter les dangers de l'IA, tout en appelant à l'adoption d'une approche au

niveau de la communauté internationale. Selon le [Guardian](#), cette déclaration serait le signe d'une approche « *plus prudente* » du gouvernement, quelques semaines après la publication de l'*AI White Paper* qui promeut un encadrement léger de l'intelligence artificielle sans prévoir d'introduire un nouveau cadre législatif ou de nouveaux organes d'exécutions. Lors du G7, les dirigeants se sont [engagés](#) « *à faire progresser les approches multipartites en vue de l'élaboration de normes pour l'IA, dans le respect des cadres juridiquement contraignants* » et ont acté la création d'un groupe de travail. Ce groupe de travail devra être mis en place par les ministres compétents en coopération avec l'OCDE et le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (GPAI) et devrait aborder des thèmes tels que la gouvernance, les droits de propriété intellectuelle et la désinformation. Sam Altman - à la tête de l'entreprise *Open AI* qui a développé *Chat GPT* - a [déclaré](#) lors d'une audition devant le Congrès américain que les modèles d'IA générative avaient la capacité de manipuler les utilisateurs et que sa régulation était nécessaire. Il a également explicitement mentionné ses craintes concernant les élections générales à venir au R-U : « *Des élections sont prévues au Royaume-Uni (...) et nous savons que les réseaux sociaux sont un moyen incroyablement puissant de désinformation. Mais nous savons désormais que l'IA générative peut produire de la désinformation à échelle industrielle* ».

2 Un think tank lié au parti travailliste plaide pour que Keir Starmer s'engage à créer et soutenir des entreprises publiques développant un modèle d'IA générative et un service de *cloud* souverain

Le think tank « *Labour for the long term* » qui fait campagne au sein du parti travailliste pour l'adoption de politiques de « *long terme* » estime dans un [rapport](#) qu'un futur gouvernement travailliste devrait présenter un plan pour la création de deux entreprises publiques : l'une développant un modèle d'IA générative souverain et sécurisé - « *BritGPT* » - et l'autre, un service de *cloud* souverain, pour un budget de 11 Md£. Ces mesures s'appuieraient sur les engagements de 900 M£ pour les supercalculateurs et de 100 M£ pour les modèles de fondation pris par le gouvernement actuel dans le budget 2023. Le think tank estime que ces mesures ne suffiront pas à faire la différence et qu'il convient d'être plus ambitieux. Ces nouvelles entreprises publiques devraient se concentrer sur le renforcement de la sécurité, la réduction de la dépendance aux géants américains et la correction des défaillances du marché.

Spatial

1 Après les Etats-Unis, le R-U serait la deuxième place la plus attractive pour les investissements privés dans le secteur spatial

Un [rapport](#) du cabinet de conseil *PwC* réalisé en collaboration avec la *UK Space Agency* estime que l'écosystème spatial britannique est le deuxième, derrière les Etats-Unis, en terme d'attractivité pour les investissements privés, avec 17 % des investissements mondiaux et une valorisation du secteur s'élevant à 17,5 Md£. L'investissement en capital-risque dans les entreprises spatiales britanniques a presque doublé entre 2015 et 2022 et se concentre notamment dans les secteurs de l'observation de la Terre, de la production et de la connectivité de satellites. L'autorité de régulation de l'aviation a [annoncé](#) avoir délivré 343 licences à des entreprises spatiales britanniques depuis 2021, dont 18 en une semaine. Selon les prévisions de *PwC*, le secteur devrait croître de 11 % par an au niveau mondial d'ici à 2030.

Ecosystème tech

1 Les investissements directs étrangers dans le secteur numérique au R-U ont diminué de 23 % entre 2021 et 2022

Selon un [rapport](#) publié par le cabinet de conseil *Ernst and Young*, les investissements directs étrangers dans le secteur numérique au R-U ont diminué de 23,3 % entre 2021 et 2022, passant de 305 en 2021 à 234 en 2022. Il s'agit toutefois toujours du secteur attirant le plus d'investissements étrangers dans le pays. En conséquence, la part du R-U dans les projets numériques européens a chuté de 29,2 % en 2021 à 19,8 % en 2022, le reste de l'Europe rattrapant progressivement le R-U, bien que le pays conserve son rang de place la plus attractive en Europe dans ce secteur. Le cabinet estime que l'instabilité politique et l'impact du Brexit sur le commerce et l'investissement ont joué un rôle, mais qu'il convient également de prendre en compte des facteurs plus globaux tels que l'augmentation des prix de l'énergie et la forte inflation.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 12 et 25 mai 2023 :

- [HR Data Hub](#), *HRTech* (entreprise ayant développé un logiciel qui permet aux services de ressources humaines de se comparer à d'autres entreprises), [Seed Round, 1,4 M£](#)
- [Odin](#), *Fintech* (entreprise proposant un réseau social mettant en relations des start-ups et des sociétés de capital-risque), [Seed Round, 2,4 M£](#)
- [PharmEnable](#), *BioTech* (l'entreprise a mis au point une technologie de découverte de médicaments alimentée par l'IA), [Seed Round, 6 M£](#)
- [Pledge](#), *ClimateTech* (start-up permettant aux entreprises de comprendre et maîtriser l'impact climatique sur leurs produits), [Série A, 8 M£](#)
- [AccelerComm](#), *Semiconductor* (entreprise développant une technologie de semi-conducteurs pour les communications sans fil), [Série B, 21,5 M£](#)
- [Smart](#), *FinTech* (plate-forme proposant un logiciel de gestion de l'épargne retraite et de l'investissement), [Série E, 95 M\\$](#)
- [IbisVision](#), *MedTech* (start-up développant un logiciel de test de la vision en ligne), [Venture Round, 4,5 M£](#)
- [UNDO](#), *Climate Tech* (start-up développant des technologies de capture de carbone en répandant de la poussière de roche volcanique dans les exploitations agricoles afin de capturer le carbone dans le sol), [Venture Round, 9,6 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international